

**Syrie - Attaque chimique - Russie -
Entretien de M. Jean-Marc Ayrault,
ministre des affaires étrangères et
du développement international,
avec CNews - Extraits
(Paris, 06 avril 2017)**

Q - Comment punir Bachar al-Assad qui tue son peuple et ses enfants avec des armes chimiques ? Bienvenue Jean-Marc Ayrault, notre ministre des affaires étrangères, merci d'être là dans ce moment qui est important pour la politique étrangère mondiale. Cette fois, est-ce que nous sommes en train de vivre à travers cette tragédie un tournant ?

R - Qu'est-ce qui est un tournant, ce qui se passe en Syrie ? Ce qui se passe en Syrie cela fait six ans que cela dure. C'est un conflit qui a fait plus de 300.000 morts avec 11 millions de personnes déplacées ou réfugiées. La Syrie est un pays détruit où il y a des dizaines de milliers de personnes en prison et des gens torturés. Et, malgré le cessez-le-feu qui avait été annoncé à Astana - garanti par la Russie, l'Iran et la Turquie - la guerre continue. Celle-ci comporte une nouvelle fois l'usage des armes chimiques qui sont vraiment l'arme la plus terrible qui soit, vous voyez les images.

Q - Oui ! Mais les al-Assad ont l'habitude d'utiliser les armes chimiques.

R - D'ailleurs, ce n'est pas nouveau. Je voulais vous dire que nous sommes - mon ministère - en contact permanent avec une ONG qui oeuvre pour les secours et les soins médicaux en Syrie en particulier. J'ai eu un contact avec le professeur Pitti - qui connaît très bien la situation sur le terrain - qui m'a lancé un appel dès jeudi et m'a demandé de l'aide pour lui fournir des combinaisons qui permettent aux soignants d'intervenir et des antidotes. Avec les moyens de l'État, notamment ceux des ministères de la défense et de l'intérieur, ces aides vont partir...

Q - Ce qui veut dire qu'il n'y a pas de doute, il s'agit bien de gaz chimiques ?

R - Il faut qu'il y ait une enquête bien sûr de l'organisation pour l'interdiction de l'usage des armes chimiques (OIAC) pour savoir exactement quelle est la nature des armes utilisées. Manifestement il y a un cocktail de chlore avec d'autres substances. Voyez les images elles sont terribles : il y a des morts, avec des enfants, qui sont les plus fragiles, et près de 400 blessés. Voilà le régime de Bachar al-Assad. Aussi, l'objectif de la France est toujours le même : c'est l'arrêt des hostilités et la négociation.

Q - Et le départ de Bachar ou pas ?

R - Après ce qui s'est passé, la France veut obtenir une résolution au conseil de sécurité. C'est difficile parce que jusqu'à présent à chaque fois que nous avons déposé des résolutions contre la destruction d'Alep et contre l'usage des armes chimiques, il y a eu le veto russe et soutenu, parfois, par un veto chinois.

Q - Hier, il y a eu encore le veto ?

R - Hier, il n'y a pas de veto car il n'y a pas eu de vote. Il y a eu négociation et la France cherche à négocier avec les partenaires du conseil de sécurité, en particulier les membres permanents et la Russie en particulier. J'ai parlé avec mon collègue Lavrov au téléphone pour que l'on coopère, parce qu'il faut que ce massacre s'arrête et que le processus de paix puisse reprendre.

Q - Non, mais avant d'arriver au processus de paix, est-ce que vous pensez que les Russes vont voter - parce que c'est aujourd'hui que vous allez présenter la résolution avant le texte, est-ce qu'ils peuvent condamner la Syrie de Bachar ?

R - Il faut condamner l'usage des armes chimiques. Il faut obtenir cette condamnation et puis il faut rechercher les responsabilités : c'est-à-dire enquêter pour savoir ce qui s'est passé réellement, quelles armes et quelles substances ont été utilisées. Il faut faire en sorte que cela s'arrête et que l'on revienne à ce qui a déjà été décidé par le conseil de sécurité en décembre 2015 avec la résolution 2254, qui est la base d'une négociation pour une transition politique en Syrie.

Et quant à la responsabilité de Bachar al-Assad c'est lui-même qui massacre son peuple, il ne faudra pas que ces crimes restent impunis. D'ailleurs, il y a des enquêtes qui sont dirigées par des commissions des Nations unies et un jour viendra où la justice internationale se prononcera sur Bachar al-Assad.

Q - Cela veut dire qu'il y aura un procès comme criminel de guerre pour crimes contre l'humanité ?

R - Oui ! Mais aujourd'hui il y a deux urgences en Syrie : celle de continuer la lutte contre Daech - comme nous le faisons en Irak - et la France est très engagée dans la coalition internationale. Et, il faut reprendre le processus de paix à Genève qui se déroule sur la base de la résolution 2254 adoptée en décembre 2015 qui définit la transition politique, les conditions pour rédiger une nouvelle constitution et l'organisation d'élections.

Q - Mais comme vous l'avez dit, Jean-Marc Ayrault, on n'en est pas là.

R - Si nous en sommes là.

Q - Oui, mais cela c'est le processus de paix mais aujourd'hui il y a la condamnation de

l'utilisation des gaz chimiques. Donald Trump a apparemment viré du tout au tout. Il a été conciliant ces derniers jours avec Bachar, il disait qu'il peut être associé au processus de paix mais cette fois il n'exclut pas des opérations punitives unilatérales contre Bachar. Qu'est-ce que ça veut dire ?

R - Je ne sais pas. J'essaie de savoir. Je parle avec mon homologue Rex Tillerson, qui a succédé à John Kerry, et avec le général Mattis, qui est le secrétaire à la défense, ils ne disent pas la même chose.

Q - Non, mais au niveau des sanctions...

R - Les sanctions elles existent déjà.

Q - Le président de la République François Hollande vient de réclamer des sanctions lui aussi.

R - Elles existent et il faut les renforcer. C'est la raison pour laquelle nous proposons cette résolution au conseil de sécurité, mais nous voudrions qu'elle soit votée, ce n'est pas pour faire un coup médiatique. Nous allons essayer de convaincre pour que cette résolution soit votée.

Mais, en même temps, ce que nous voulons - et je le répète pour que cela soit très clair - c'est continuer la lutte contre Daech, faire tomber Daech à Raqqa comme c'est le cas à Mossoul et nous allons y parvenir dans le cadre de la coalition. Et puis, il faut arrêter les combats car on en voit les résultats ces dernières heures. Il faut poursuivre la négociation à Genève qui réunit, autour de la table, d'un côté les représentants de l'opposition dans toutes ses composantes et, de l'autre côté, des représentants du régime.

Q - Une position fragile.

R - Elle est fragile parce que c'est la guerre.

Q - Ce qu'on entend de l'actualité qui vient de la nuit, ce sont les déclarations de Donald Trump. S'il déclenche une opération, est-ce que la France peut s'associer à une initiative militaire américaine ?

R - Nous sommes engagés, avec les États-Unis, dans la coalition qui lutte contre Daech. La France est d'ailleurs le pays qui contribue le plus par des bombardements ciblés en Syrie et nous sommes présents également au sol en Irak. Là-dessus notre position est très claire.

Mais encore une fois je le redis. La première étape c'est d'obtenir le vote d'une résolution et surtout de reprendre le processus de négociations à Genève et d'éviter de rentrer nous-mêmes - sous prétexte qu'il y aurait un coup de sang du président américain - dans une logique de guerre. La France n'est pas un pays de belligérants au sol en Syrie contre tel ou tel parti. Il y a

des belligérants en Syrie, il y a le régime de Bachar al-Assad, il y a les Turcs qui sont combattants également pour protéger leur frontière, Il y a les Russes...

Q - Et les Iraniens.

R - Il y a les Iraniens avec toutes les milices.

Q - Parce que les Iraniens agissent en douce. On ne les entend pas mais ils sont là présents dans la région.

R - Ce sont les meilleurs soutiens du régime de Bachar al-Assad.

Q - C'est une grande puissance régionale et mondiale.

R - Oui mais nous nous souhaiterions - parce que la France parle à tout le monde et je me suis rendu à Téhéran - que l'Iran ne soit pas une puissance qui menace, qui fasse peur aussi bien en Syrie, en Irak, au Yémen et au Liban, mais que ce soit aussi une puissance qui contribue à l'équilibre dans la région. Vous voyez bien la montée des peurs du côté de l'Arabie Saoudite et du côté des Émirats. La France n'a jamais été autant présente. Quand on dit la France n'est pas présente à Genève par exemple dans le cadre des négociations, la France est là.

(...)

Q - Et nos relations avec les Russes ?

R - Moi je parle toujours avec les Russes. Je vous ai dit que j'avais encore eu au téléphone mon collègue et mon homologue Sergueï Lavrov. Je lui parlé des attentats à Saint-Pétersbourg et je lui ai exprimé la solidarité de la France ainsi que notre coopération. Mais j'ai aussi parlé de la Syrie. Cela veut dire quoi parler aux Russes ? Cela ne veut pas dire s'aligner sur les Russes ou faire preuve de complaisances à l'égard de Bachar al-Assad.

(...)

Q - Jean-Marc Ayrault, je reviens un instant sur ce qui se passe en Syrie. La une du quotidien Libération est en train de provoquer une vive polémique en France car elle montre des enfants qui sont tués par les gaz chimiques lancés par Bachar al-Assad. Il paraît que la photo choque, mais qu'est-ce qui est le plus choquant, l'image ou l'horreur du massacre ?

R - C'est la réalité même si on peut toujours discuter du choix éditorial.

(...)/.